

Non à la politique de la peur et de la haine Non aux discriminations racistes et xénophobes Liberté, Egalité, Fraternité !

Tous les jours, président, ministres, députés ou sénateurs font de nouvelles propositions puisées dans le programme du FN. A ces annonces provocatrices, s'ajoute la perspective d'un nième durcissement des lois contre les sans papiers et contre le droit d'asile.

Après un débat sur "l'identité nationale" qui avait déjà généré une recrudescence de la xénophobie et du racisme, notamment envers les musulmans, cette surenchère vise à faire diversion suite aux nombreuses "affaires", au débat sur les retraites, à une rentrée sociale qui s'annonce tumultueuse pour le gouvernement. Il veut faire oublier les conséquences désastreuses de sa politique économique et sociale. En créant un "ennemi intérieur", l'offensive gouvernementale augmente les tensions particulièrement dans les quartiers populaires, elle accentue la précarité des plus démunis et veut réprimer les mouvements de résistance aux injustices.

Cette politique raciste et xénophobe est dénoncée, entre autre, par un rapport accablant du Comité de l'ONU chargé de la lutte pour l'élimination de la discrimination raciale. Les experts de ce Comité condamnent "l'incitation à la haine", "la stigmatisation de l'immigration", l'introduction de la notion de Français "d'origine étrangère", les discriminations qui touchent les Gens du Voyage (citoyens français pour la plupart) et les Roms (citoyens européens).

Toute aussi grave que le caractère anticonstitutionnel et attentatoire aux valeurs de notre République des projets gouvernementaux, est la libération par le plus haut niveau de l'Etat d'une expression raciste "décomplexée" et dont il faut redouter les conséquences meurtrières.

Nous appelons donc l'ensemble des citoyen(ne)s :

- **à s'opposer à cette politique de la haine et de la peur,**
- **à refuser les stigmatisations et les discriminations raciste et xénophobes**
- **à manifester leur solidarité avec les populations menacées, (en particulier les Roms , les gens du voyage et nos compatriotes d'origine étrangère).**

SAMEDI 4 SEPTEMBRE 15h
MANIFESTATION à SAINT NAZAIRE
Esplanade des Droits de l'Homme, Centre République

signataires nazairiens :

ATTAC, CCFD Terre Solidaire, Centre de Culture Populaire, Collectif de Solidarité avec les Personnes Sans Papiers, Comité Solidarité Palestine, Europe Écologie, FSU, Label Gauche, LDH, Mouvement de la Paix, Modem 44, MRAP, NPA, Parti de Gauche, Parti Socialiste, PCF, Syndicat de la Magistrature, UCIJ, UDB, UL CFDT, UL CGT, USM- CGT, les Verts

Appel Citoyen National

Face à la xénophobie et à la politique du pilori :

liberté, égalité, fraternité

Les plus hautes autorités de l'Etat ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de population : Gens du voyage accusés comme les étrangers d'être des fauteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchus de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc. Voici que le président de la République accrédite aussi les vieux mensonges d'une immigration coûteuse et assimilée à la délinquance, et offre ainsi à la stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. Ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.

Nous appelons à une manifestation le samedi 4 septembre 2010, partout en France, afin de fêter le 140^e anniversaire d'une République que nous voulons plus que jamais, libre, égale et fraternelle.

Signez l'appel en ligne ! <http://nonalapolitiquedupilori.org/>

Signataires nationaux:

AC ! Agir ensemble contre le chômage, Les Alternatifs, Les amoureux au banc public, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association France Palestine, Solidarité (AFPS), Association des Marocains en France (AMF), Association nationale des Gens du voyage catholiques (ANGVC), Association républicaine des anciens combattants (ARAC), ATTAC, Autremonde, Cedetim, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération générale du travail (CGT), La Confédération Paysanne, La Cimade, Le Cran, Droit au logement (DAL), Emmaüs France, Europe Ecologie, Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS), Fédération SUD Education, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), FNASAT-Gens du voyage, Fondation Copernic, France Terre d'Asile, Gauche unitaire, Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), Les Jeunes Verts, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Ligue de l'enseignement, Marches européennes, Médecins du Monde, Le Mouvement de la Paix, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), le Parti communiste français (PCF), le Parti de Gauche, le Parti socialiste (PS), Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'Homme (RAIDH), Réseau Education Sans Frontière (RESF), SNESUP-FSU, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Union syndicale Solidaires, Les Verts.

SAMEDI 4 SEPTEMBRE 15h
MANIFESTATION à ST NAZAIRE

place des droits de l'Homme centre République